

Chronique criminologique

L'élection présidentielle de 2017 et la sécurité

Xavier Raufer

Novembre 2017

Cette étude est criminologique : comment la société, la classe politique, considèrent-elles aujourd'hui le phénomène criminel, lors d'un épisode électoral ? Comment imaginent-elles ramener ce phénomène au plus près de son minimum incompressible ; en tout cas sous le seuil de l'insupportable pour la population ? Telles sont les questions auxquelles nous voulons répondre, éléments probants à l'appui.

Mais d'abord ceci, qu'on rougit de rappeler : la sécurité n'est pas un sordide truc pour « populiste » démagogue, ni une sornette vouée à effrayer le bourgeois ; la sécurité fonde au contraire le contrat national : jadis, les Français renoncèrent à l'autodéfense et transférèrent à l'État, désormais chargé de les protéger, le « monopole de la violence légitime ». Raymond Aron rendit naguère en une splendide formule cette essence sécuritaire de l'État-nation, cette mission primordiale pour son souverain (quel

qu'il soit) : « Respecté à l'extérieur, en paix à l'intérieur » ; elle dit tout.

Ensuite, la sécurité fut au premier plan de récentes élections chez nos voisins. Avant le référendum du *Brexit* et les consécutives législatives britanniques, avant des élections dans d'importants *länder* allemands, ce thème a agité l'opinion, suscité maints articles sur la sécurité et sujets associés : vagues migratoires, risque terroriste, etc. Opinons tranchées, débats, querelles d'écoles, controverses animées de chiffres et statistiques, libéraux tolérants contre partisans de l'ordre : chez nos voisins, le débat fut d'abondance alimenté et les citoyens ainsi informés, mieux à même de voter en conscience.

Venons-en à notre séquence électorale du printemps 2017, présidentielle puis législatives. Voyons d'abord si, vers la fin 2016, l'opinion française est sensible aux thématiques sécuritaires ; puis quel était le réel

155

criminel en France, fin 2016 et début 2017. Observons enfin comment candidats et partis ont traité du sujet sécurité lors de la campagne.

1 – L'opinion et le crime, de l'hiver 2016 au printemps 2017

Dans cette période, nombre de sondages montrent que l'opinion se soucie de sécurité – et comprend fort bien ce qui provoque l'insécurité dans notre pays :

• **L'opinion et les priorités de la politique de sécurité**

– Publication en décembre 2016 du baromètre de l'Institut Paul-Delouvrier (fondé voici 12 ans), suite à un sondage d'octobre-novembre 2016. (*Le Point*, 19/12/16), pour les Français, les priorités de l'État doivent être : 1 – chômage, 52% ; 2 – sécurité, 44% ; 3 – éducation, 38% ; 4 – santé, 36%, etc.

Sondage Fiducial-Odoxa, 9 décembre 2016 :
– 62% des Français se sentent en insécurité (délinquance, cambriolages, agressions, + 4% sur le trimestre précédent),
– 58% sont peu ou pas confiants dans la capacité du gouvernement à assurer la sécurité des Français.

– (*Harris Interactive, LCP, mi-février 2017*) : 71% des Français estiment que les propositions des candidats sur la sécurité seront un critère déterminant de leur vote à la présidentielle.

• **L'opinion et les origines (politiques, géographiques) de l'insécurité**

– (*Ifop-Le Figaro, février 2017*) Les Français comprennent d'où émane l'insécurité : des banlieues, jugées à 82% « plus violentes que le reste du pays ». Des « territoires perdus de la république » (58% des sondés), des bandes criminelles (52% des sondés). Notons que les sempiternelles « explications » des médias-des-milliardaires, contrôlant sans doute 70% de l'espace médiatique (discriminations... manque de mixité... encore plus de social) sont négligées par les Français (15% à 7% des sondés). Ceux se disant « de gauche » ? A peine moins (entre 24% et 8%).

Le fautif de l'insécurité ? La justice. Le 26 janvier 2017, BFMTV annonce : « l'action de la justice est peu ou pas satisfaisante pour deux-tiers des Français ». Dans cette enquête de l'INSEE auprès de 15 000 Français de 15 ans et plus, 64% d'entre eux sont mécontents de la justice ; seul un Français sur cinq approuve Mme Taubira et successeurs. C'est la 4^e année de suite à plus de 60% de mécontents. Le pire bilan du service public.

Début 2017, l'Institut Synopia publie une étude sur les problèmes de sécurité, en vue de la prochaine séquence électorale. Elle contient un sondage, notamment sur les causes (très, assez ou peu importantes) des problèmes d'insécurité. Là aussi, l'opinion est limpide :

– Refus de la classe politique de regarder la réalité en face : très importante, 60%, assez importante, 30%, TOTAL = 90%,

- Manque de volonté politique pour régler les problèmes : très importante, 54%, assez importante, 35%, TOTAL = 89%,
- Développement des zones de non-droit dans certains quartiers : très importante, 50%, assez importante, 36%. TOTAL = 86%.

En mars 2017, un sondage Fiducial-Odoxa interroge les Français sur le quinquennat-Hollande en matière de sécurité : 65% de mécontents. Mais les politiques ont-ils, pourraient-ils avoir, un impact en matière de sécurité ? Pourraient-ils réduire l'insécurité s'ils s'y prenaient bien ? Insécurité, domaine où la classe politique a le plus d'impact (ou le pourrait...) : oui à 78%. Toujours dans le même sondage, quels sont les enjeux de la présidentielle à venir ?

- Chômage, 34%,
- Pouvoir d'achat, 33%
- Sécurité et terrorisme, 31%
- Immigration, 22%

La sécurité comptera-t-elle plus dans votre vote qu'aux précédentes élections présidentielles ? Oui, 51%.

• L'opinion et les remèdes à l'insécurité et au terrorisme

(Fiducial-Odoxa, mars 2017) Quelles mesures permettraient de réduire l'insécurité au quotidien et le terrorisme ?

- Expulser les étrangers criminels, oui, 89%
- Interdire le retour en France des Djihadis, oui, 87%.

• L'opinion et les candidats à la présidentielle, en matière de sécurité

(Fiducial-Odoxa, mars 2017) Quels candidats vous paraissent-ils les plus qualifiés en matière de sécurité ?

- Marine Le Pen : 30%
- François Fillon : 22%

• L'opinion et la sécurité, passée la séquence électorale du printemps 2017

(Fiducial-Odoxa, juin 2017) Début modeste pour le gouvernement Macron-Philippe :

- Le gouvernement a-t-il la capacité d'assurer la sécurité du pays ? Oui, 50%,
- Le gouvernement a-t-il la capacité de protéger le pays du terrorisme ? Oui, 46%,
- Faites vous confiance au gouvernement pour faire baisser l'insécurité au quotidien ? (vols, insultes, attaques visant les biens et les personnes, agressions sexuelles, etc.) Non, 59%.

• Pour conclure sur ce point

Interrogée par sondages, l'opinion a majoritairement et fermement affirmé que :

- La sécurité lui importait et qu'elle le manifesterait durant l'épisode électoral du 1^{er} semestre 2017,
- Elle était mécontente du bilan-Hollande en matière de sécurité, et clairement hostile à la justice-Taubira,
- Elle faisait un lien direct entre insécurité, cités coupe-gorge et débordements d'une immigration hors-contrôle,

– Elle se fait surtout, aux candidats à la présidentielle des deux pans de la droite française, nationale et libérale.

Voyons maintenant quelle était la situation réelle de la France en matière de sécurité, à la charnière des années 2016 et 2017.

2 – La réalité criminelle en France à la fin 2016 et début 2017

Notons tout d'abord les fréquentes manipulations statistiques du ministère de l'Intérieur sous MM. Cazeneuve et successeurs (Roux, Fekl), accueillies sans broncher par l'Afp et les médias-des-milliardaires. Deux exemples de ces tripatouillages :

- Publiée début décembre 2016, une série d'articles, tous identiques, (voir *in fine*, sources de l'étude), claironne que le grand souci des Français est le terrorisme, la sécurité au quotidien restant secondaire. Or ni *Le Monde*, ni *Le Parisien*, ni *L'Obs*, ni *Libération*, ni *Europe 1*, etc., n'informent le lecteur que cette enquête ONDRP+Insee, diffusée fin 2016, résulte d'enquêtes de terrain conduites au premier trimestre 2015, juste après *Charlie-Hebdo* et l'HyperCasher – et que l'opinion a dix fois pu changer depuis, dans un sens ou un autre. Tout dans ces articles suggère au lecteur que l'enquête présentée (initiée en fait presque dix-huit mois auparavant) reflète l'état présent de l'opinion.
- Articles annonçant aussi la « bonne nouvelle » d'une diminution du nombre des cambriolages – pour les seules résidences

principales. Pourquoi cet « oubli » des cambriolages des maisons de campagne, des locaux commerciaux, industriels et agricoles mais aussi des campings ? Qui trie entre divers types de cambriolages et pourquoi ? Prenons le cas de la Belgique¹ :

- . Cambriolages dans les habitations : -17% (sur 2015)
- . Cambriolages dans les entreprises : -13,9%

Pourquoi ce « gommage » opéré en France par l'Intérieur sur les cambriolages ?

Fréquentes sous Hollande-Cazeneuve, ces manipulations ne sont jamais dénoncées par leurs complices des médias-des-milliardaires. Ni, d'ailleurs, le fait que la criminalité constatée baisse chez nos voisins – mais pas chez nous. Conclusion de l'expert sécurité du quotidien « La Libre Belgique » cité plus haut (cf. note 1) : « La baisse [*de la criminalité*] est un phénomène international essentiellement dû à la vidéo-surveillance, à la prévention des cambriolages et au gardiennage privé ». Rien de cela en France, cependant. Illustrons cette triste exception par les vrais chiffres de l'insécurité en France à la fin 2016.

• **Fin 2016 en France, l'état réel de la sécurité au quotidien**

Homicides (hors attentats) : + 11% sur 2015.

Violences physiques (coups, blessures, empoignades, bousculades, gifles) : 214 800 victimes connues en 2016. Sur les trois der-

nières années : 2014, + 2% ; 2015, + 2% ; 2016, + 1%. Mais il y a loin du *connu* au *vécu*. En réalité, pour l'enquête annuelle de « victimation » Cadre de vie et sécurité (CVS), il y a en France, chacune année récente, quelque 1,1 million de victimes de telles violences physiques, 3 000 par jour.

Cambriolages (souvent, par des clans criminels itinérants), des « bandes organisées qui pillent des dizaines de domiciles et s'évanouissent dans la nature ». 243 500 cambriolages connus en 2016, + 4% sur 2015. Un cambriolage en France toutes les deux minutes. Année après année, 4 sur 5 de ces cambriolages restent impunis... 80 chances sur 100 de cambrioler sans risque².

• **Fin 2016 en France, l'état réel de la sécurité dans les transports en commun**

121 000 vols connus en 2016 ; en moyenne, 330 voyageurs détroussés *chaque jour* sur les réseaux de transports publics ; + 11% en 2016. Là-dedans, les vols violents : + 7% en 2016.

• **Fin 2016 en France, l'état réel de la sécurité des policiers**

On comptait en 2015, 5 674 policiers blessés « en mission ». Il y en a eu 5 767 en 2016, environ 16 par jour de l'année, + 1,6% en un an. Pour le quinquennat-Hollande en années pleines, de 2013 (5 505 blessés) à 2016, cela fait 5% de blessés « en mission » de plus.

• **La sécurité en France, comparée, à celle de ses voisins immédiats**

Comparons maintenant nos chiffres à ceux de nos voisins de taille et population analogue ; ce pour les vols avec armes et/ou violence, si éprouvants pour la population. On le peut car Eurostat (l'Insee européenne) publie les chiffres du crime dans une catégorie *Robberies* qui recouvre nos « vols avec armes » (VAA) et « vols avec violences » (VAV). Voyons la dernière année publiée (2014) :

France	: 114 093
Allemagne	: 45 475
Royaume-Uni	: 52 795
Italie	: 58 345

Un accident statistique ? Non, car voici les chiffres de 2012 :

France	: 123 814
Allemagne	: 48 711
Royaume-Uni	: 68 028
Italie	: 62 641

Ainsi, pour les vols avec arme et/ou violence, la France fait d'usage *deux fois pire* que ses grands voisins. Sous Hollande-Cazeneuve, les chiffres des *robberies* en France en 2016 (VAA+VAV) : 112 857,309 par jour, 13 environ par heure. Silence gêné au ministère de l'Intérieur.

• **Les problèmes réels de sécurité au quotidien de la France, au début 2017**

Selon notre Base Documentaire criminologique (*Bdoc-Crim*), quel est le quotidien criminel des Français début 2017 ?

Braquages de proximité : toujours plus violents, ils ravagent les villes moyennes et l'espace périurbain. Malgré les «toiletages» du ministère de l'Intérieur, la métropole en subit en fait quelque 10 000 par an, plus d'un par heure, 365 jours par an. «A l'arrache», seuls ou à deux, une nuée de voyous, toxicomanes et demi-débiles attaquent des commerces pour dix à cent euros, le plus souvent. Ceux qu'on arrête – peu, car ici le taux d'élucidation est faible – parlent souvent de « dettes » à leur dealer, ou au caïd de la cité. Leurs cibles au quotidien : tabacs, cafés, épiceries, pharmacies, restaurants, bureaux de poste, boulangeries, supérettes, *fast-food*, boutiques de téléphonie, stations d'essence.

160

Grave pour l'avenir : l'émergence des braqueurs juvéniles de la « Génération Taubira ». Grisés de l'impunité suscitée par l'ex-garde des Sceaux, des ados de 14-15 ans montent plus souvent au « braco ». Chaque mois récent (*Bdoc-Crim*), de 10 à 15 mineurs de 14-15 ans ont été arrêtés de ce chef.

Braquages « spécialisés » :

- braquages de camions pour le fret, (parfums, cigarettes, etc.),
- attaques de distributeurs de billets à l'explosif ou par camions-béliers,
- braquages à domicile (*home-jacking*), familles ou personnes âgées, avec séquestration et tortures.

Prédations de meutes/bandes criminelles juvéniles. Ceux dont nous constatons la sérieuse augmentation :

- Passants enlevés et molestés pour leur portables ou leur carte bancaire,
- Jeunes fugueuses enlevées, violées et prostituées,
- « Guerres » entre bandes de cités ; avec poignards, armes à feu – voire, armes de guerre. Chaque mois récent (*Bdoc-Crim*) nous décomptons tous les deux jours un mort ou blessé grave (d'usage « connu de la police »), de Marseille à Roubaix et de Toulouse à l'Île-de-France.

Prédations « spécialisées ». En sérieuse augmentation :

- Pillage de chantiers (outils, matériels électriques, bétonnières, chaudières, radiateurs, menuiseries, etc.). Pour la Fédération française du bâtiment, le préjudice est de 1 milliard d'euros par an.
- Ciblage criminel des beaux quartiers : vols à répétition des boutiques de luxe ; pillage quotidien de riches touristes (montres, bijoux, sacs, etc.).
- Criminalité extravagante de clans nomades, sédentarisés ou non ; issus des Balkans ou pas. Chaque mois récent (*Bdoc-Crim*), des individus ou clans criminalisés sont mis en cause pour : extorsion de fonds en bande organisée – escroqueries variées – proxénétisme et mise en esclavage de filles, de mendiants, etc. – vols avec armes – vols à la tire ou à l'étalage par mineurs – cambriolages – pillage de maisons de retraite, de péages ou du fret de camions.

3 – Candidats, partis et sécurité dans la séquence électorale

Commençons par cette première et étonnante constatation : durant la séquence électorale du 1^{er} semestre 2017, nul candidat, grand ou petit, n'a mis l'insécurité au quotidien au premier plan de son programme. Précisons : l'insécurité au quotidien n'est pas le terrorisme, ni les controverses sur les effectifs policiers, le nombre de places en prison, etc. L'insécurité au quotidien, c'est ce que les français subissent partout en France, du fait des mal-fauteurs : agressions violentes, braquages à répétition, pillage des aires périurbaines et des terres agricoles ; menaces, coups, invasions de domiciles, violences sexuelles, enlèvements, etc.

Cela, aucun candidat ne l'a mis sérieusement au premier plan. En commençant par livrer aux électeurs un diagnostic étayé de ce qu'il advenait vraiment en France, en matière d'insécurité. Dans la tradition de la V^e République, le candidat-président s'adresse aux Français directement et leur parle droit dans les yeux. En matière d'insécurité, sa première tâche est donc de les convaincre qu'il sait, qu'il connaît l'ampleur des pillages et des violences qu'ils subissent, surtout dans la périphérie des métropoles, dans les villes moyennes et désormais, jusque dans la campagne profonde.

Les Français ont une longue histoire nationale. Certes, ils respectent la fonction souveraine – mais ces grands personnages sont

si loin des petites gens, de leurs problèmes réels ! Dans nos chansons anciennes, même, « Le prisonnier de la tour »... « Ah ! Si le roi savait ça... ». Alors, le futur souverain doit montrer qu'il est parfaitement au courant et que, arrivé au pouvoir, il remettra les choses en ordre. Disons-le autrement : dans les divers domaines stratégiques, le candidat doit d'abord présenter au peuple un diagnostic. Partant duquel, bâtir un programme. Or en matière de sécurité au quotidien, nul candidat ne l'a fait.

• **Les gauches et le crime : aux abonnés absents dans la séquence électorale**

Jadis populaire, la gauche de gouvernement et d'abord le PS trouvent désormais leurs ultimes soutiens, cadres et dirigeants dans les médias-des-milliardaires, le *show-biz*, l'art subventionné et l'hyper-classe richissime – exemple, la propre compagne de M. Hamon, propagandiste de l'entreprise de luxe du milliardaire français N°1. « Section française de l'Internationale ouvrière » jadis, socialisme-LVMH aujourd'hui, avec comme détestation majeure ces damnés « faits divers » qui l'empêchent de rêver entre soi un monde-bisounours dans lequel d'aimables Théo et Mehdi seraient les victimes « de l'exclusion et du racisme ».

Point commun entre les programmes de MM. Mélenchon, Hamon et de leurs formations politiques : déni du réel criminel et usuel bavardage sur le « sentiment d'insécurité ». Pour M. Hamon et consorts, le peu-

ple français est une triste plèbe, dont les tourments au quotidien – braquages de proximité, agressions dans les transports, pillage des campagnes, attaques à domicile – sont d’anodins faits-divers, à taire et nier. Voici d’ailleurs la mesure-phare du programme « sécuritaire » de M. Hamon : paralyser les policiers en interdisant les soi-disant « contrôles au faciès ». Parlons clair : M. Hamon président, dans les banlieues, la police ne pourrait plus contrôler que des (rares) Blancs !

• **Les centres et le crime dans la séquence électorale**

Quelques lignes de ci de là dans divers programmes... Des policiers en plus... Des amendes pour les toxicomanes. Pas de diagnostic, pas de fond, ni vision ni ambition. Pour le *fan* de Silicon Valley qu’est le candidat Macron, ces problèmes sont ceux, secondaires, d’un monde dépassé. En temps utile, quelque algorithme (type « police prédictive ») réglera bien ça.

• **La droite libérale dans la séquence électorale**

La droite libérale au pouvoir, la criminalité a d’usage baissé – cela, les Français le savent. Certes, depuis V. Giscard D’Estaing³, la peur du « qu’en dira-t-on médiatique »⁴ a poussé les libéraux vers la démagogie « culture de l’excuse ». Mais au moins, côté Intérieur, le travail était fait. Or comment présenter ces éléments positifs, comment développer un programme de retour à l’or-

dre dans le pays, sous un incessant bombardement médiatique portant sur les affaires poisseuses d’un candidat – s’étant par ailleurs lui-même hermétiquement isolé, donc hors d’état d’entendre avertissements et conseils ?

Comme toujours lors des campagnes électorales, les criminologues sont sollicités ; fort normalement, on leur pose des questions, on teste sur eux de futurs discours ou éléments de programme. Or là, situation inouïe, l’auteur voyait ses interlocuteurs – dans l’état-major même du candidat – multiplier les confidences inquiètes ou gênées, type « J’ai l’impression qu’il me déteste... Il ne me dit jamais rien... Je n’arrive pas à le voir... Il n’écoute rien... etc. ». D’où : campagne inaudible en matière de sécurité au quotidien : un héraut de la loi et de l’ordre peut-il avoir aux basques vingt bruyantes casseroles ?

• **La droite nationale dans la séquence électorale**

Début 1991, l’auteur écrivit dans la revue *Le Débat*⁵ une longue étude qui alors, secoua le Landerneau politique. Elle ne satisfait pas grand monde – là n’était pas son but – mais nul n’en critiqua les données et l’argumentation. En privé, des dirigeants de gauche et de droite dirent aux directeurs du *Débat* que pour l’essentiel, on en était bien là. Voici le premier et dernier paragraphe de cette étude :

[*premier*] « Les succès électoraux du Front national (F.N.) entre 1980 et 1990, notamment entre 1984 et 1988 ont une origine à peu près unique : un diagnostic juste – n'ayons pas peur des mots – posé par le mouvement de Jean-Marie Le Pen sur la réalité de la montée de l'insécurité, de la violence et du terrorisme – et des angoisses consécutives de millions de Français – dans les premières années de cette décennie. »

[*dernier*] « Pour l'instant, le rôle de héraut de ce nouveau Tiers-État est laissé sans partage au Front National, qui fonde ses succès sur la dénonciation tous azimuts de cette inégalité en matière de sécurité. Tant que majorité et opposition laisseront au Front National le monopole de ce rôle là, il conservera grosso-modo ses niveaux électoraux actuels. Que la sécurité se dégrade, il les améliorera encore ».

Ainsi, pour la droite nationale, la sécurité au quotidien n'est-elle pas un anodin thème de campagne – mais *stricto-sensu* et d'origine, sa raison d'être. En tout cas – car bien sûr, une campagne présidentielle ne peut traiter d'un thème unique – le socle sur lequel édifier et développer le reste : défense des frontières, retour à la souveraineté nationale, etc.

Mais là aussi, le désir de « dépouiller le vieil homme » (pour user de la langue d'Eglise), la crainte du qu'en dira-t-on médiatique, ont privé la candidate et sa campagne de

tout tranchant, de tout esprit offensif sur la sécurité au quotidien. On a même vu des cadres de la droite nationale parler de « thèmes anxigènes », arme de communication gauche-caviar, précisément inventée pour les tuer !

Pourquoi des ouvriers d'usine, des employés du grand commerce, des gardiens de prison, des habitants de petites villes délaissées, des mamans cherchant leurs enfants dans des écoles-champ de tir, des habitants d'immeubles dont le hall sert de supermarché de la drogue ou de marché aux voleurs ; pourquoi toutes ces indéniables victimes de l'insécurité au quotidien ont-elles un jour décidé de voter pour la droite nationale ? Poser cette question c'est bien sûr y répondre.

La France périphérique, c'est 34 000 des 36 000 communes françaises de métropole ; là dedans, les électeurs des classes populaires sont quelque 20 millions⁶. Là se trouve le principal vivier des victimes de l'insécurité au quotidien, désormais reliées par nombre de moyens de communication, de réseaux sociaux, etc. Comment ces victimes ont-elles réagi en entendant – consternées ou accablées – leurs ultimes défenseurs user des mots mêmes de leurs contempteurs (« anxigène »...) ? Beaucoup sont restées chez elle. Se sont abstenues. Et si la droite nationale persiste à les délaisser, ces victimes se détourneront d'elle. C'est aussi simple que cela.

Sources de l'étude

Cnam-Criminologie-CRM 213 – La base documentaire criminologique sur les vols avec armes
Les services des statistiques du ministère de l'Intérieur et de l'Union européenne (Eurostat)
Baromètre Fiducial-Odoxa de la sécurité – 6/06/2017
La Provence – 11/04/2017 «Quand le sentiment d'insécurité prend le dessus»
Baromètre Fiducial-Odoxa de la sécurité – 21/03/2017
Institut Synopia – Rapport sécurité 2017 : au-delà des moyens, un défi à la gouvernance ?
Le Point+Afp – 19/12/2016 «Services publics : les Français préoccupés par la sécurité»
Le Figaro – 19/12/2016 «Les Français attendent plus de la police que de l'éducation nationale»
Baromètre Fiducial-Odoxa de la sécurité – 9/12/2016
Le Monde – 8/12/2016 «Vols, violences, fraudes... Ce qu'il faut retenir des nouveaux chiffres sur la délinquance en France»
Le Parisien – 7/12/2016 «Le terrorisme est la principale préoccupation des Français en matière d'insécurité»
L'Obs – 7/12/2016 «Le terrorisme, 1^{er} préoccupation des Français selon une enquête»
Libération – 7/12/2016 «Insécurité : un tableau pas si noir (et ce sont les Français qui le disent...)»
Europe 1 – 7/12/2016 «Malgré le terrorisme, le sentiment d'insécurité baisse en France»

Notes

164

¹ La Libre Belgique – 28/06/2017 «La criminalité constatée a baissé de 5% en un an». Notons au passage la différence avec la France : 2012 : 1 040 006 infractions constatées ; 2016 : 870 655. Une indéniable baisse.

² Nous en sommes à 247 394 en août 2017, encore + 4% par rapport à août 2016. Source Interstats-Conjoncture, ministère de l'Intérieur.

³ Oui, les libéraux ont devancé les socialistes dans la culture de l'excuse. Ainsi, en 1974, Valéry Giscard d'Estaing voulait «faire progressivement disparaître de notre législation les dispositifs répressifs... ceux qui datent de ce que j'appellerais le 'gouvernement par la peur'».

⁴ Lors du Front populaire, Léon Blum reprochait à la SFIO (Parti socialiste) de vivre dans la crainte «du qu'en dira-t-on communiste». C'est à cela que nous faisons allusion.

⁵ *Le Débat* N°63 – janvier-février 1991 «Front national : sur les motifs d'une ascension».

⁶ 38 millions d'habitants ; là-dessus, 28 millions de familles modestes, employés, ouvriers, etc. et in fine, 20 millions d'électeurs potentiels.